

Université catholique de Louvain

Département des Sciences de la Population
et du Développement

Quelles politiques économiques contre la crise et le chômage ?

Jacques GOUVERNEUR

Document de Travail n° 3
Août 1999

Texte publié sous la responsabilité de l'auteur

QUELLES POLITIQUES ECONOMIQUES CONTRE LA CRISE ET LE CHOMAGE ?¹

Jacques GOUVERNEUR
Institut d'Etude du Développement

Pour sortir de la crise et résoudre le problème du chômage, faut-il *réduire* – ou faudrait-il au contraire *augmenter* – les salaires, les prestations de sécurité sociale (allocations de chômage, pensions, remboursements de soins de santé, allocations familiales), les dépenses publiques (enseignement, culture, travaux publics, ...) ? En d'autres termes : faut-il continuer à mettre en œuvre des politiques *restrictives* d'inspiration néo-libérale (comme on le fait depuis le début des années 1980) ou faut-il au contraire préconiser un retour à des politiques *expansives* d'inspiration keynésienne² (appliquées pendant la période de croissance 1945-1975) ?

Pour y voir plus clair à ce sujet, on commencera par montrer les contradictions que recèlent aussi bien les salaires que les dépenses publiques (point 1), et l'on signalera les conditions qui doivent être remplies pour surmonter ces contradictions (point 2). Cela fait, on précisera les circonstances ayant favorisé l'émergence des politiques néo-libérales actuelles, ainsi que les impasses auxquelles ces politiques conduisent (point 3). Après avoir noté

1 Ce texte est également publié dans les Cahiers de la FOPES (UCL), série Recherches, n° 1, mai 1999.

2 Du nom de l'économiste anglais Keynes, qui préconisait ce genre de politiques pour sortir de la grande crise des années 1930. Outre les dépenses publiques, les politiques keynésiennes visent à relever prioritairement les salaires inférieurs (qui par la force des choses sont consacrés essentiellement à la consommation plutôt qu'à l'épargne) : elles constituent donc une forme de redistribution des revenus.

les limites d'un retour à des politiques keynésiennes, on proposera des pistes de solutions alternatives (point 4).

1. Les contradictions inhérentes aux salaires et aux dépenses publiques

Les entreprises ont besoin, à la fois, de *profits* (c'est la finalité de la production capitaliste) et de *débouchés* (les biens et services offerts sur le marché doivent pouvoir être vendus).

Or les *salaires* – aussi bien les salaires directs (ou salaires nets) que les revenus indirects (les prestations de sécurité sociale) – ont des effets contradictoires sur les profits et débouchés globaux. D'un côté, ils constituent un *pouvoir d'achat* distribué à la population, pouvoir d'achat que les entreprises ont intérêt à voir *augmenter* : cela élargit les *débouchés* globaux. Mais d'un autre côté, les salaires nets et les cotisations sociales (prélevées pour financer les prestations de sécurité sociale) constituent l'essentiel du *coût salarial* des entreprises. De ce point de vue, les entreprises ont intérêt à voir *diminuer* les salaires et cotisations sociales : cela réduit les coûts de production et accroît les *profits*.

On trouve une contradiction analogue en ce qui concerne les *dépenses publiques*. D'un côté, celles-ci influencent *favorablement* les *profits et débouchés* des entreprises : ainsi, les subsides publics et les intérêts de la dette publique améliorent directement la rentabilité (le taux de profit) ; les réseaux d'enseignement financés par les pouvoirs publics assurent la formation de base de la main-d'œuvre³, ce qui réduit les coûts et augmente les profits des entreprises ; les salaires versés aux fonctionnaires et enseignants, de même que les commandes publiques⁴, élargissent les débouchés des entreprises productrices de moyens de consommation et de moyens de production. Si l'on tient compte de tous ces avantages, les entreprises ont intérêt à ce que les dépenses publiques *augmentent* : cela accroît leurs *profits* ou leurs *débouchés*. Mais d'un autre point de vue, toutes ces dépenses supposent que les pouvoirs publics prélèvent des impôts sur les entreprises et sur les ménages : les impôts sur les entreprises réduisent directement les *profits*, les impôts sur les ménages réduisent le pouvoir d'achat de la population, donc les *débouchés* des entreprises. De ce point de vue, les entreprises ont intérêt à ce que les dépenses publiques *diminuent*.

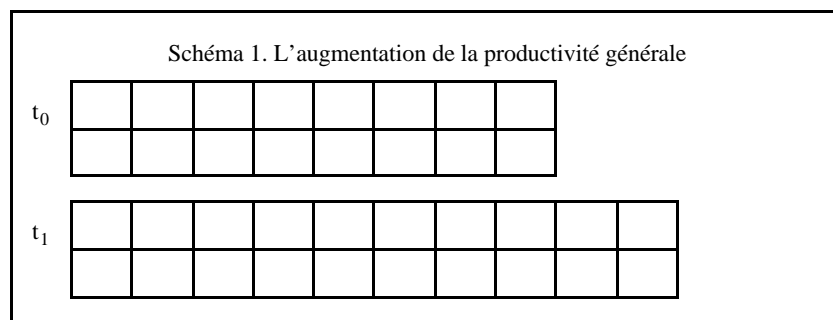
3 Apprentissage de la lecture, de l'écriture, du calcul, etc. (sans parler de l'apprentissage de l'idéologie dominante : compétitivité, soumission à l'autorité, etc.).

4 C'est-à-dire les achats effectués par les pouvoirs publics : achats de bâtiments et équipements administratifs, scolaires, militaires, achats de routes et autoroutes, etc.

2. Une réconciliation entre profits et débouchés ?

Est-il possible de réconcilier les aspects contradictoires signalés ci-dessus ? En d'autres termes : les entreprises peuvent-elles augmenter simultanément leurs profits *et* leurs débouchés ? Il faut pour cela que deux conditions soient remplies.

La première condition consiste en une *augmentation de la productivité générale*, en ce sens qu'avec un même nombre de travailleurs (ou d'habitants), l'économie produit un volume plus grand de biens et services. De manière imagée, une augmentation de la productivité sur une période donnée (entre une année t_0 et une année t_1) élargit la taille du « gâteau » produit, augmente le nombre de « parts de gâteau » à répartir : dans le schéma 1, le nombre de ces « parts de gâteau » passe de 16 à 20 (à population inchangée, cela représente une augmentation de la productivité générale de 25 %).



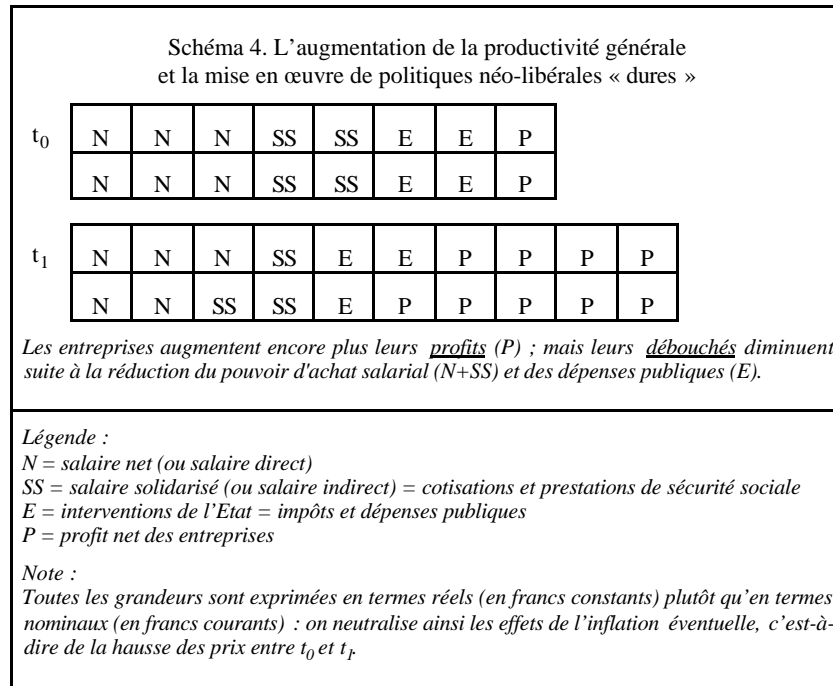
L'augmentation de la productivité est un processus pratiquement continu, plus ou moins rapide selon les époques. Elle s'explique essentiellement par le progrès technique, c'est-à-dire par la production et l'utilisation d'équipements et procédés (machines, robots, processus automatiques, ordinateurs, etc.) de plus en plus nombreux, variés et performants. Le progrès technique, à son tour, s'explique en bonne partie par la concurrence que se livrent tant les producteurs que les utilisateurs de ces équipements et procédés⁵.

Dans une période où la productivité augmente, la mise en œuvre de *politiques keynésiennes* constitue la deuxième condition pour que les entre-

⁵ Dans les branches productrices, chaque entreprise cherche à élargir ses débouchés en lançant sur le marché des équipements et procédés nouveaux, plus performants ; et dans les branches utilisatrices, c'est en introduisant des équipements et procédés nouveaux, plus performants, que les entreprises se font concurrence.

prises disposent simultanément de profits plus élevés et de débouchés élargis. C'est ce que montre le schéma 2. On y suppose qu'entre t_0 et t_1 , les salaires nets augmentent en termes réels de 17 % (on passe de 6 à 7 rectangles N) ; les cotisations et prestations de sécurité sociale augmentent de 25 %, de même que les impôts et dépenses publiques (pour SS comme pour E, on passe de 4 à 5 rectangles). La situation nouvelle (en t_1) est évidemment favorable aux travailleurs : leur pouvoir d'achat augmente – tant par le biais des salaires nets que par le biais des prestations de sécurité sociale – et ils bénéficient en outre de services publics plus étoffés (dans l'enseignement, l'administration, l'aménagement du territoire, les services à la population, etc.). La situation nouvelle est également favorable aux entreprises, et elle leur est même doublement favorable : leurs *profits* nets augmentent (on passe de 2 à 3 rectangles P dans l'exemple), et simultanément leurs *débouchés* augmentent (grâce à l'augmentation du pouvoir d'achat salarial et des dépenses publiques).

Schéma 2. L'augmentation de la productivité générale et la mise en œuvre de politiques keynésiennes										
t_0	N	N	N	SS	SS	E	E	P		
	N	N	N	SS	SS	E	E	P		
t_1	N	N	N	N	SS	SS	E	E	E	P
	N	N	N	SS	SS	SS	E	E	P	P
<p><i>Les entreprises accroissent leurs <u>profits</u> (P) ; en outre, elles disposent de <u>débouchés</u> élargis grâce à l'augmentation du pouvoir d'achat salarial (N+SS) et à l'augmentation des dépenses publiques (E).</i></p>										
Schéma 3. L'augmentation de la productivité générale et la mise en œuvre de politiques néo-libérales « douces »										
t_0	N	N	N	SS	SS	E	E	P		
	N	N	N	SS	SS	E	E	P		
t_1	N	N	N	SS	SS	E	E	P	P	P
	N	N	N	SS	SS	E	E	P	P	P
<p><i>Les entreprises accroissent davantage leurs <u>profits</u> (P) ; mais leurs <u>débouchés</u> stagnent suite à la stagnation du pouvoir d'achat salarial (N+SS) et des dépenses publiques (E).</i></p>										



Que se passe-t-il si la deuxième condition n'est pas remplie, si l'on applique des politiques néo-libérales ? Les politiques néo-libérales « douces » (schéma 3) consistent à bloquer (ou à freiner au maximum) le pouvoir d'achat salarial – direct et indirect – ainsi que les dépenses publiques. Les politiques néo-libérales « dures » (schéma 4) consistent à réduire ces diverses grandeurs (ou du moins certaines d'entre elles). Pour les travailleurs, les politiques néo-libérales se traduisent par un statu quo ou une régression dans les conditions de vie : leur pouvoir d'achat global et les services publics dont ils disposent restent constants (schéma 3) ou se réduisent (schéma 4). Pour les entreprises, ces mêmes politiques néo-libérales présentent des effets contradictoires (d'autant plus marqués que les politiques mises en œuvre sont « dures ») : d'une part, les profits globaux augmentent ; par contre, les débouchés globaux stagnent (schéma 3) ou diminuent (schéma 4).

3. Origine et résultats des politiques néo-libérales

Pour assurer leur profit (condition nécessaire à leur survie ou à leur croissance), les entreprises se doivent d'être suffisamment compétitives par rapport à leurs concurrents nationaux et étrangers⁶. Cette exigence de compétitivité les pousse spontanément dans une double voie : d'une part, introduire des progrès techniques (ce qui tend à réduire l'emploi) ; d'autre part, limiter les salaires et faire pression sur l'Etat pour que celui-ci œuvre dans le sens souhaité, c'est-à-dire la réduction des coûts salariaux et l'augmentation des profits (via la non-indexation des salaires, les normes de modération salariale, la réduction des cotisations patronales, la réduction des impôts sur les sociétés, etc.). *Le système capitaliste, basé sur la recherche du profit et sur la concurrence, présente donc une tendance spontanée à l'adoption de pratiques et de politiques néo-libérales.*

Pour contrecarrer cette tendance, il faut qu'existe un rapport de forces relativement favorable aux travailleurs, permettant à ceux-ci d'exiger et d'obtenir, de la part des entreprises et de l'Etat, des mesures allant dans le sens inverse : hausse des salaires, développement de la sécurité sociale, croissance des dépenses publiques. Durant la période 1945-70, le rapport de forces est effectivement favorable aux travailleurs : cela s'explique en particulier par le danger de la « contagion communiste » (il faut détourner les travailleurs de l'alternative que représente l'économie planifiée)⁷ et par la pénurie relative de main-d'œuvre (qui stimule le recours à l'immigration et le développement du travail féminin). Durant toute cette période, ce sont donc des politiques keynésiennes qui sont mises en œuvre, accroissant la demande globale (à la fois les dépenses émanant des salariés et les dépenses émanant des pouvoirs publics). Dans un contexte de productivité croissante, les entreprises bénéficient à la fois de *profits* élevés et de *débouchés* élargis (voir schéma 2). Disposant de débouchés en extension, les entreprises réinvestissent leurs profits et augmentent leur production. C'est « l'âge d'or » du capitalisme, avec une croissance rapide de la production, de l'emploi, de la consommation. La concurrence entre entreprises subsiste à l'intérieur de chaque pays comme par-delà les frontières nationales ; cependant, grâce aux

6 La contrainte de compétitivité peut être *atténuée* ou *différée* dans le cas d'ententes entre producteurs. Mais elle n'est jamais supprimée : aucun des producteurs ne peut se permettre d'avoir des coûts de production excessifs ; cela est d'autant plus vrai que l'entente est toujours susceptible d'être remise en question.

7 L'URSS bénéficiait d'une force d'attraction considérable au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Sur le plan politique, elle avait contribué d'une manière décisive à la défaite du régime nazi. Sur le plan économique et social, son système de planification lui avait permis de connaître des taux de croissance importants, d'échapper à la grande crise des années 1930, d'assurer emploi et sécurité d'existence aux travailleurs (d'où la pression qui s'exerçait, dans les pays occidentaux, en faveur d'un relèvement des salaires et pour la mise en place d'un système de sécurité sociale).

politiques keynésiennes, cette concurrence se déroule dans le cadre d'une hausse généralisée des salaires et de l'emploi.

Depuis les années 1980, dans tous les pays, le rapport de forces s'est retourné au détriment des travailleurs. De nombreuses circonstances contribuent à ce retournement : la baisse des profits dans les années 1970⁸ fait chuter les investissements des entreprises, provoquant ainsi une montée du chômage ; la mobilité internationale du capital accentue les « contraintes de compétitivité » et les menaces de fermeture ou de délocalisation ; face à une économie de plus en plus mondialisée, les organisations syndicales (nationales et internationales) manquent de force ou de combativité pour défendre et promouvoir les droits des travailleurs ; et l'effondrement politique des pays d'économie planifiée réduit encore la capacité de résistance des salariés.

Dans ces conditions, la tendance spontanée du capitalisme reprend le dessus : les diverses entreprises et pays retournent à des pratiques et à des politiques néo-libérales. Se prévalant des exigences de compétitivité et de rentabilité, les entreprises et les gouvernements de chaque pays font pression sur les salaires et l'emploi, sur les dépenses de sécurité sociale, sur les dépenses publiques⁹. Mais on entre alors dans un cercle vicieux général, car les politiques restrictives adoptées dans un pays appellent des politiques analogues dans d'autres pays : si les entreprises belges, par exemple, sont plus « performantes » pour « maîtriser » les salaires et l'emploi, elles développent leurs parts de marché au détriment des pays concurrents ; ceux-ci doivent réagir en adoptant les mêmes mesures de compression des salaires et de l'emploi. Rationnelles au plan *micro-économique* (chaque pays veut améliorer la compétitivité de ses entreprises pour que celles-ci puissent survivre et se développer), les politiques néo-libérales aboutissent ainsi à un résultat *macro-économique* absolument contraire : la réduction généralisée des salaires et de l'emploi entraîne une réduction de la demande globale et donc une diminution de la production globale, de l'emploi et de la consommation, et cela dans l'ensemble des pays¹⁰.

8 Cette baisse des profits est due essentiellement au ralentissement des progrès de la productivité générale (essoufflement de l'innovation dans l'industrie, retard technologique du secteur tertiaire en croissance) ; elle est aggravée par la flambée ultérieure des prix du pétrole (en 1974 puis en 1980).

9 Voir les politiques inaugurées sous le gouvernement Martens-Gol en Belgique (notamment la désindexation des salaires en 1981, 82, 83), les politiques françaises sous Mitterrand (encore keynésiennes en 1981-82, néo-libérales depuis lors), les politiques de Mrs Thatcher en Grande-Bretagne, de Reagan aux Etats-Unis, etc.

10 L'idéologie de la compétitivité présente deux aspects :

(a) D'une part, c'est une application de l'idéologie selon laquelle la recherche de l'intérêt particulier (par chaque individu, chaque entreprise, chaque pays) tend à réaliser au mieux l'intérêt général. En réalité, comme on vient de le voir, une mesure pertinente du point de vue micro-économique peut avoir des effets absolument contraires au niveau macro-économique.

(b) D'autre part, la compétitivité est assimilée à la vie (survie ou croissance). En réalité, dans la mesure où la demande globale est stagnante, la recherche de la compétitivité

Quels sont finalement les effets des politiques néo-libérales mises en œuvre depuis les années 1980 ? Comme on le sait au plan théorique (voir plus haut, schémas 3 et 4), et comme le confirment les données empiriques (voir graphiques 1 et 2), les effets sont contradictoires. D'une part, ces politiques *redressent le profit global* des entreprises, et donc leurs possibilités financières d'investir : c'était le résultat recherché. D'autre part, ces mêmes politiques ont un résultat non recherché mais inévitable : faisant pression de manière cumulative sur la demande des salariés et de l'Etat, elles *contractent les débouchés globaux* et réduisent ainsi les occasions d'investissement rentable pour les entreprises.

Faute de débouchés suffisants, les entreprises ne réinvestissent donc qu'une fraction réduite de leurs profits dans des accroissements de production. Le profit global s'investit alors massivement dans des opérations de *transfert de propriété*, qui ont pris une ampleur considérable depuis les années 1980 :

- fusions ou absorptions d'entreprises privées ;¹¹
- rachats d'entreprises publiques (c'est le phénomène des privatisations) ;¹²
- spéculation sur les monnaies et sur les titres (c'est le phénomène de la « bulle financière »)¹³.

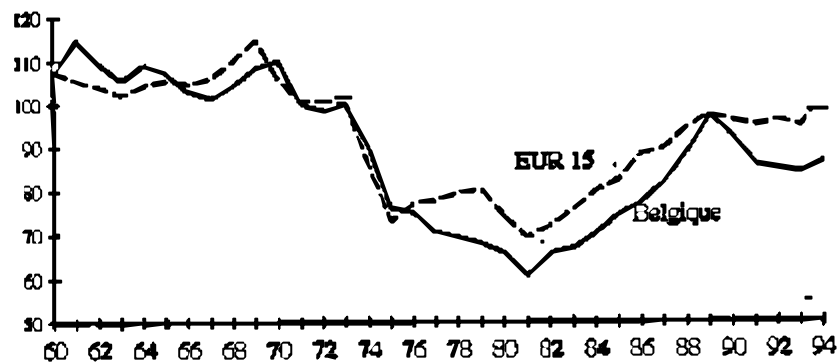
De telles opérations redistribuent la propriété des moyens de production et de l'argent, renforcent le processus de concentration de la production et du pouvoir de décision économique. De nombreuses entreprises et

présente un caractère à la fois meurtrier (à court terme) et suicidaire (à long terme). En effet : 1. une entreprise ou un pays particulier ne peut améliorer sa position compétitive qu'au détriment d'autres entreprises ou pays (si nous sauvons notre emploi, d'autres perdent le leur) ; 2. le maintien d'une position favorable exige à plus long terme de nouvelles concessions de la part des travailleurs ; 3. toutes ces concessions salariales réduisent les débouchés globaux et entraînent tout le système à la faillite.

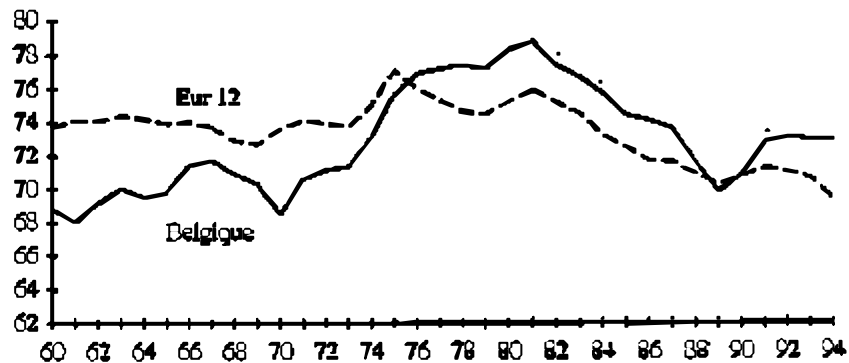
- 11 Un épisode marquant en Belgique dans les années 1980 : la lutte entre le groupe français Suez et le groupe italien De Benedetti pour le rachat de la Société Générale de Belgique (finalement acquise par Suez). Sur un plan général, les investissements directs à l'étranger progressent plus vite que le commerce mondial, et la grosse majorité de ces investissements consiste en rachats ou fusions d'entreprises. D'où une accélération de la concentration mondiale dans tous les secteurs de l'économie : aéronautique, microprocesseurs, télécommunications, céréales, etc. (Voir E. Toussaint, *La bourse ou la vie*, Bruxelles, Ed. Luc Pire, 1998, pp. 49-54).
- 12 Exemples en Belgique : privatisation de la SABENA, privatisation de la RTT (devenue BELGACOM), de la CGER...
- 13 Le développement de la « bulle financière » est généralement considéré comme une *cause* de la faible croissance de l'économie : attirés par les perspectives de profits spéculatifs, les investisseurs négligeraient délibérément la sphère de la production, moins rentable. A notre avis, le développement de la « bulle financière » est plutôt une *conséquence* de la faible croissance de l'économie, elle-même due aux politiques néo-libérales : limités par l'étroitesse des débouchés (en raison de la pression sur les salaires et les dépenses publiques), les investisseurs cherchent à valoriser leurs capitaux par d'autres moyens, c'est-à-dire par diverses opérations de transfert.

groupes y trouvent un moyen privilégié pour se développer et élargir leur sphère d'influence. Mais ces opérations n'élargissent pas la production et l'emploi : la croissance reste faible et le chômage continue à sévir.

Graphique 1. Rentabilité nette du stock de capital
(ensemble de l'économie) ; 1973 = 100



Graphique 2. Part des salaires (ensemble de l'économie), en % de la valeur ajoutée.



En Europe, de 1960 à 1970, des taux de profit élevés coexistent avec des parts salariales élevées ; de 1970 à 1980, les taux de profit baissent alors que les parts salariales augmentent encore légèrement ; depuis 1980, les politiques néo-libérales se traduisent par une remontée des taux de profit et une réduction des parts salariales (= contraction des débouchés).

Source des graphiques : Isabelle Cassiers et Philippe De Villé, Croissance économique et emploi en longue période, in *Les grandes interrogations de l'an 2000*, 12ème Congrès des économistes belges de langue française, Bruxelles, 1996, p. 85 et 87.

La perpétuation des politiques néo-libérales apparaît donc comme absurde à l'échelle du système pris globalement : elles assurent le redressement des profits (et donc des possibilités d'investissement) au détriment des débouchés (et donc des occasions d'investissement rentable). Mais *ce qui est absurde au niveau du système pris globalement peut parfaitement répondre aux intérêts des entreprises et groupes dominants* : ceux-ci tiennent le coup et se développent, alors que leurs rivaux moins bien placés périssent et disparaissent. D'où la pression exercée par les groupes les plus forts (en particulier ceux qui opèrent à l'échelle mondiale) pour que les décideurs politiques nationaux et internationaux continuent à imposer de telles politiques.

4. Quelle issue à la crise actuelle ?

L'analyse qui précède semble suggérer la conclusion suivante : pour retrouver une croissance soutenue et résoudre le problème du chômage, il convient de remplacer les politiques néo-libérales par des politiques keynésiennes généralisées, afin d'augmenter significativement la demande globale.

La simple relance de la croissance ne suffirait cependant pas à résoudre le problème du *chômage* : les progrès techniques actuels permettent des accroissements de productivité d'une telle ampleur qu'une croissance même rapide ne peut assurer par elle-même le plein emploi. D'autre part, la relance de la production et de la consommation aggraverait les problèmes *écologiques* actuels : raréfaction des matières premières en amont, multiplication des déchets et pollutions en aval. Enfin, et d'une façon plus générale, la relance de la croissance ne modifierait en rien les *traits fondamentaux qui se trouvent à l'origine des problèmes sociaux endémiques* du système capitaliste (non seulement le chômage et les dégâts écologiques de la croissance, mais toutes les inégalités, exclusions et atteintes au développement humain). Ces traits fondamentaux sont les suivants : 1. l'absence de démocratie : un nombre restreint de dirigeants concentre le pouvoir de décision économique (que produire, où et comment produire ? comment répartir les produits et revenus créés ?) ; 2. la recherche du profit : les décisions sont prises en vue d'accroître les profits plutôt que de répondre aux besoins des populations (emploi, santé, logement, éducation, qualité de vie en général) ; 3. la concurrence : les diverses entreprises et groupes se font mutuellement concurrence pour augmenter leur profit particulier (d'où l'obligation d'être compétitif).

Cela étant, quelles politiques alternatives convient-il d'envisager ?

4.1. La taxation des profits et la création d'emplois socialement utiles

Les progrès de la productivité générale et la persistance des politiques néo-libérales ont accru les profits des entreprises au détriment du niveau de vie des populations et au détriment des débouchés mêmes des entreprises (schéma 4). En augmentant substantiellement la taxation des profits (lutte effective contre la fraude fiscale et les paradis fiscaux, augmentation des impôts sur les profits des sociétés, sur les revenus des capitaux, sur les transactions financières, etc.), et en investissant massivement cet argent dans des productions socialement utiles (amélioration de l'encadrement dans les écoles et les hôpitaux, éducation permanente, soins à domicile, attention aux personnes âgées, accueil des enfants, logements sociaux, loisirs valorisants, mobilité des personnes en ville et à la campagne, amélioration du cadre de vie, ...), les pouvoirs publics obtiendraient simultanément trois résultats :

- une résorption significative du chômage ;
- une réduction de l'écart entre la croissance des profits et la croissance des débouchés (d'où réduction, notamment, de la « bulle financière » et des risques d'instabilité que celle-ci implique) ;
- une réponse à des besoins sociaux actuellement insatisfaits ou mal satisfaits (faute de rentabilité).

L'argent prélevé par les pouvoirs publics servirait à subsidier partiellement ou à financer totalement des unités de production orientées vers la satisfaction de besoins sociaux reconnus. Ces unités de production pourraient vendre à bas prix les biens ou services produits (entreprises capitalistes éventuellement ; plus vraisemblablement entreprises publiques ou privées à finalité sociale) ; d'autres pourraient fournir gratuitement ou quasi gratuitement les biens ou services produits (institutions publiques ou privées, associations volontaires, réseaux d'échanges non monétaires, auto-production des ménages)¹⁴.

4.2. Une traduction alternative des gains de productivité

La productivité est le rapport entre la quantité produite (le volume de production) et la quantité de travail (laquelle est égale au nombre de travailleurs multiplié par la durée moyenne de leur travail). On peut écrire :

14 Toutes ces unités de production subsidiées par les pouvoirs publics seraient délibérément orientées vers la satisfaction des besoins des populations (à l'encontre du critère du profit). Les entreprises à finalité sociale, les associations volontaires, les réseaux d'échanges non monétaires semblent en outre les plus susceptibles de favoriser les principes de démocratie et de coopération (à l'encontre des deux autres traits signalés : concentration du pouvoir de décision et concurrence).

$$\text{productivité} = \frac{\text{quantité produite}}{\text{quantité de travail}} = \frac{\text{production}}{\text{emploi} \times \text{durée du travail}}$$

Les progrès techniques et les gains de productivité jouent un rôle fondamental et éminemment progressiste. D'un côté, ils permettent de faire croître sans limite apparente la masse des biens et services mis à la disposition de l'humanité. D'un autre côté, ils permettent aux êtres humains de se « désaliéner » du travail, de travailler moins et d'avoir plus de temps libre. Une fois satisfaits les besoins de consommation courants des populations, la finalité ultime du développement, pourrait-on dire, consiste, d'une part, à réduire l'espace du travail pour élargir celui du temps libre et, d'autre part, à répartir équitablement entre tous les individus les possibilités de travail et de temps libre¹⁵. Ce ne sont donc pas les gains de productivité qu'il faut remettre en cause, mais bien *la manière dont les gains de productivité sont traduits en pratique*.

Dans la logique capitaliste, les accroissements de productivité se traduisent essentiellement par une augmentation de la production et par une réduction de l'emploi (la durée du travail évolue comparativement peu)¹⁶.

Dans une logique alternative, les accroissements de productivité peuvent se traduire de manière toute différente. Un premier changement consiste à *réduire suffisamment la durée normale du travail*, de manière à augmenter l'emploi. Cette réduction du temps de travail doit se faire sans accroître l'intensité du travail ni recourir aux heures supplémentaires : si nécessaire, les entreprises doivent procéder à des embauches compensatoires. Et elle doit se faire sans perte de salaire : une réduction parallèle des salaires serait insupportable pour la plupart des travailleurs ; et elle ne résoudrait pas le problème des débouchés insuffisants auquel le système est confronté à l'heure actuelle¹⁷. La mesure préconisée – qui équivaut à une augmentation du salaire horaire – doit être financée par les profits disponibles et par les gains de productivité : ceux-ci seraient traduits, non pas en augmentations des rémunérations, mais en réductions de la durée du travail¹⁸.

15 Alors que dans le travail (même gratifiant), l'individu ne peut développer au mieux que des aptitudes limitées, c'est dans le temps libre qu'il peut en principe épanouir à son gré les diverses autres facettes de sa personnalité.

16 L'augmentation de la production constitue une finalité en soi (« la croissance pour la croissance »), qui s'impose aussi bien au niveau de chaque entreprise qu'au niveau du système pris globalement ; cette même finalité entraîne le développement d'une « consommation de masse » artificiellement renouvelée. Quant à la réduction de l'emploi, elle permet à chaque entreprise de réduire ses coûts de production ; au niveau macro-économique, elle divise les salariés (entre travailleurs intégrés et chômeurs exclus) et renforce l'aliénation des travailleurs (par manque de temps libre et par soumission aux impératifs de la consommation de masse).

17 Une perte de salaire peut être envisagée pour les traitements les plus élevés, de manière à réduire les disparités de revenus.

18 La réduction du temps de travail, même avec embauches compensatoires, présente cependant des limites. Elle n'assure pas le nécessaire développement de productions répondant à

Un deuxième changement consiste à *limiter la croissance de la production*, ce qui permet de réduire encore davantage la durée normale du travail pour tous les travailleurs. Ce frein à la croissance de la production n'a évidemment de sens qu'à partir d'un seuil de développement où les besoins de consommation courants des populations sont satisfaits (ou peuvent être satisfaits moyennant une redistribution adéquate des revenus). Outre qu'il permet une extension du temps libre, le freinage de la production et de la consommation contribue à limiter les problèmes écologiques.

4.3. Un glissement dans la composition des salaires

Le salaire-coût à charge de l'entreprise comprend trois composantes distinctes : 1. la composante *individualisée*, à savoir le salaire net (ou salaire direct) : celui-ci permet au travailleur l'achat direct de moyens de consommation personnels ; 2. la composante *solidarisée*, à savoir les cotisations salariales et patronales à la sécurité sociale : celles-ci financent les prestations sociales (ou salaire indirect), lesquelles permettent également l'achat de moyens de consommation personnels, mais sur une base de solidarité entre les travailleurs ; 3. la composante *collectivée*, à savoir les impôts sur le revenu : par ce biais, chaque salarié participe au financement des produits collectifs non marchands.

Le glissement préconisé consiste à accroître en priorité les deux dernières composantes. Pourquoi cela ?

Si le *salaire net* constitue la composante unique ou essentielle, on favorise l'achat des biens et services offerts sur le marché. Comme on le sait, ces biens et services sont lancés sur le marché, non pas en fonction des besoins sociaux à satisfaire, mais en fonction du *profit* escompté par les entreprises productrices. D'autre part, les biens et services lancés sur le marché sont accessibles aux salariés de manière *inégalitaire*, en fonction du pouvoir d'achat de chacun ; et ce pouvoir d'achat peut s'avérer nul ou insuffisant dans des circonstances telles que la cessation d'activité, la maladie, la charge d'enfants, etc.

Si la part des *cotisations sociales* augmente, on favorise toujours l'achat de productions marchandes, mais on développe des consommations solidarisées : les produits sont certes lancés sur le marché en fonction du critère de *profit* ; mais ils sont accessibles aux salariés de manière *plus égalitaire*, grâce aux prestations sociales versées (on assure des revenus de remplace-

des besoins sociaux non satisfaits. D'autre part, si elle ne concerne que le secteur de production capitaliste, elle introduit une nouvelle dualisation entre les salariés de ce secteur (bénéficiant de temps libres accrus) et les autres travailleurs (qui n'en bénéficieraient pas). D'où l'intérêt de créer simultanément des emplois dans des productions socialement utiles et d'y réduire également la durée du travail.

ment en cas de cessation d'activité, des revenus complémentaires en cas de soins de santé, charge d'enfants). Des cotisations sociales importantes permettent donc d'assurer une importante redistribution des revenus et de la consommation et constituent un facteur de stabilité économique, sociale et politique¹⁹.

Si la part des *impôts* augmente, les pouvoirs publics disposent de plus de moyens pour développer la production de biens et services répondant à deux caractéristiques entièrement différentes : plutôt que d'être soumises à la logique du profit, les productions sont en principe orientées vers la satisfaction des *besoins sociaux* ; et plutôt que d'être accessibles en fonction du pouvoir d'achat (direct et indirect) de chacun, les productions collectives non marchandes sont en principe accessibles à tout le monde sur un pied d'*égalité*²⁰.

L'accroissement de la composante collectivisée du salaire ne signifie évidemment pas un accroissement de la part des impôts reposant sur les travailleurs : conformément aux principes développés plus haut, c'est d'abord sur les profits que les pouvoirs publics doivent prélever les ressources nécessaires pour développer les productions socialement utiles.

D'une manière analogue, l'accroissement de la composante solidarisée du salaire n'implique pas que les cotisations sociales doivent être perçues sur les seuls revenus du travail : la solidarité sera élargie avec l'établissement d'une cotisation sociale généralisée (CSG), portant sur l'ensemble des revenus (y compris les revenus mobiliers et les profits)²¹.

Les effets des politiques préconisées (renforcement de la taxation des profits et glissement dans la composition des salaires) sont illustrés au schéma 5. Celui-ci est construit sur le même modèle que les précédents, mais on y ajoute la distinction entre salaire-coût (= salaire net + cotisations de sécurité sociale + impôts sur le salaire = $N+SS+E_1$) et profit brut (= profit net + impôts sur le profit = $P + E_2$). L'augmentation de la productivité générale et la mise en œuvre des politiques alternatives se traduisent par une améliora-

19 En théorie et en pratique, les prestations sociales peuvent également être financées par les impôts. L'avantage des cotisations sociales est qu'elles sont nécessairement affectées à des prestations sociales, alors que les impôts peuvent être utilisés à de multiples fins.

20 Le développement de consommations collectives égalitaires suppose évidemment deux autres conditions :

- il faut que les impôts perçus soient effectivement orientés vers la production de biens et services accessibles à l'ensemble de la population de manière gratuite ou quasi-gratuite (plutôt que vers des utilisations telles que l'octroi de subsides aux entreprises ou le paiement d'intérêts sur la dette publique) ;
- il faut en outre que le principe de l'égalité d'accès soit effectivement traduit dans les faits (accès réel à tous les niveaux d'enseignement, par exemple).

21 Pour renforcer la solidarité et contribuer à une plus grande égalité, il convient que les *cotisations sociales* soient perçues sur des *revenus non plafonnés* et à des *taux progressifs* (c'est-à-dire d'autant plus élevés que les revenus sont élevés). Le principe des *taux progressifs* doit s'appliquer aussi aux *impôts* sur les revenus.

tion des conditions de vie des salariés : cette amélioration ne consiste cependant pas en une augmentation des salaires nets (N reste constant) ; elle prend la forme d'un accroissement des salaires indirects (SS) et d'une extension des productions collectives accessibles gratuitement ou quasi-gratuitement (grâce à l'augmentation des prélèvements – E_1 et E_2 – sur les salaires et surtout sur les profits). Les entreprises voient certes diminuer leurs profits nets (P), mais elles sont stimulées à les réinvestir productivement vu la croissance des débouchés globaux (croissance des salaires indirects, SS, et des dépenses publiques, E_1 et E_2).

En creusant l'écart entre profits et débouchés, les politiques néo-libérales actuellement en vigueur renforcent, on l'a vu plus haut, la tendance à la concentration de la production et du pouvoir de décision économique : fusions et absorptions, privatisations, spéculation dans la « bulle financière ». Les politiques alternatives préconisées n'élimineraient pas cette tendance à la concentration : celle-ci est inhérente au système capitaliste, fondé sur la concurrence. Mais elles atténueraient le processus : les moyens accrus de l'Etat permettraient de reconstituer et de développer un secteur public ; d'autre part, la réduction des profits nets et l'extension des débouchés rendraient les fusions et absorptions à la fois plus difficiles et moins nécessaires ; et elles contribueraient conjointement à résorber la « bulle financière ».

Schéma 5. L'augmentation de la productivité générale et la mise en œuvre de politiques alternatives

t_0	N	N	N	SS	SS	E_1	E_2	P		
	N	N	N	SS	SS	E_1	E_2	P		
t_1	N	N	N	SS	SS	SS	E_1	E_2	E_2	E_2
	N	N	N	SS	SS	E_1	E_1	E_2	E_2	P

Légende :
N = salaire net (ou salaire direct)
SS = salaire solidarisé (ou salaire indirect) = cotisations et prestations de sécurité sociale
 E_1 = salaire collectivisé (= impôts sur le salaire)
 E_2 = profit collectivisé (= impôts sur le profit)
P = profit net des entreprises
 $E_1 + E_2$ = interventions de l'Etat = impôts et dépenses publiques
 $N + SS + E_1$ = salaire - coût
 $E_2 + P$ = profit brut = profit avant impôts

Note :
 Comme dans les schémas 2 à 4, toutes les grandeurs sont exprimées en termes réels : on élimine les phénomènes de hausse des prix.

Conclusion

La perpétuation des politiques néo-libérales multiplie les drames sociaux et débouche sur une contradiction économique majeure : elle accentue le divorce entre la croissance des profits globaux et celle des débouchés globaux. Mais elle favorise les entreprises et les groupes dominants : ceux-ci continuent donc à exercer une pression efficace sur les pouvoirs publics (nationaux et supranationaux) en vue de prolonger ces politiques globalement néfastes.

Le retour à des politiques keynésiennes supposerait un changement dans le rapport de forces actuellement en vigueur ; il ne suffirait cependant pas pour résoudre les problèmes économiques et sociaux mis en évidence par la crise structurelle du système capitaliste. La solution à ces problèmes passe par la mise en œuvre de politiques alternatives : augmentation des prélèvements publics (essentiellement sur les profits) pour financer des productions socialement utiles, réductions du temps de travail pour développer l'emploi et le temps libre, glissement dans la composition des salaires pour promouvoir la solidarité.

Idéalement, ces politiques devraient être adoptées de manière coordonnée à l'échelle mondiale : à la fois parce que les problèmes sont mondiaux, et pour éviter des « distorsions de concurrence » entre partenaires commerciaux. Plus réalistement, on peut envisager que ces politiques soient mises en œuvre à l'échelle d'une entité comme l'Union Européenne, dont 85 % des échanges internationaux se réalisent au sein même de l'Union (sans compter la multitude des échanges qui se réalisent à l'intérieur de chacun des pays). A défaut de politiques concertées à l'échelle supranationale, le dilemme est le suivant. Ou bien certains pays se risquent à prendre l'initiative de politiques alternatives, en escomptant un effet d'imitation et de propagation dans d'autres pays. Ou bien chaque pays continue à mener des politiques néo-libérales dans le but de défendre le profit et la compétitivité de « ses » entreprises : dans ce cas, tout le système continue à s'enfoncer dans la crise économique et sociale, avec d'inévitables conséquences : accentuation de la répression, guerres commerciales et militaires.

Etant donné la pression exercée par les entreprises et groupes dominants en faveur de la perpétuation des politiques néo-libérales, les politiques alternatives préconisées ne seront mises en œuvre par les pouvoirs publics (nationaux et supranationaux) que si ceux-ci subissent une contre-pression suffisamment forte de la part des mouvements sociaux. Ces derniers sont actifs en de multiples points, commencent à s'organiser, demandent à être appuyés et globalisés. Et si le système résiste aux réformes nécessaires et

urgentes, c'est de plus en plus le système lui-même que les mouvements sociaux devront remettre en cause.

Jacques Gouverneur
Mai 1999

Table des matières

1. Les contradictions inhérentes aux salaires et aux dépenses publiques....	2
2. Une réconciliation entre profits et débouchés ?.....	3
3. Origine et résultats des politiques néo-libérales.....	6
4. Quelle issue à la crise actuelle ?.....	10
4.1. La taxation des profits et la création d'emplois socialement utiles...	11
4.2. Une traduction alternative des gains de productivité.....	11
4.3. Un glissement dans la composition des salaires.....	13
Conclusion.....	16